



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN**  
**ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**  
الم توسط الأب يض ل ل بحر ال برلمان ية الجمعية

**3<sup>ème</sup> Commission permanente sur le Dialogue entre les Civilisations et les Droits de l'Homme**

**Groupe d'Étude spécial sur le Dialogue entre Cultures et Religions**

Bâtir une culture fondée sur le Dialogue

**Rapporteur: Sónia Sanfona (Portugal)**

*Rapport approuvé par consensus par la 3<sup>ème</sup> Commission permanente  
lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion le 26 Juin 2009 à Lisbonne*

Le Groupe d'Étude spécial sur le Dialogue entre Cultures et Religions a été créé dans le cadre de la Troisième Commission permanente en vue de promouvoir un des principaux objectifs de l'APM : contribuer au dialogue interculturel et interreligieux en promouvant le pluralisme et la diversité afin que les peuples de la Méditerranée puissent vivre ensemble dans la paix. Les premières conclusions du Groupe d'Étude spécial ont démontré qu'il existait un manque général de connaissances, de conscience et de compréhension mutuelle concernant les cultures et les religions des autres États. Il a donc été décidé de mettre en œuvre des actions en vue de promouvoir activement la conscience, la compréhension et l'échange de connaissances dans les domaines culturels et religieux.

Lors de la réunion du Groupe d'Étude spécial qui s'est déroulée à Fès (Maroc), le 12 juin 2008, il a été décidé d'élaborer un rapport comparatif sur les politiques et les expériences nationales des États de l'APM relatives à la promotion du dialogue et de la compréhension qui servirait de base en vue du partage des connaissances sur la législation et les politiques en vigueur et à venir, les meilleures pratiques et les expériences. En conséquence, il a été convenu que le Secrétariat élaborerait un questionnaire qui serait envoyé aux délégations nationales afin que les informations essentielles puissent être collectées et servir de base au rapport. Deuxièmement, le Groupe d'Étude spécial réuni à Fès a établi un programme d'actions concrètes qui seront mises en œuvre par l'APM et/ou ses États membres en vue de promouvoir le dialogue culturel et religieux. Celles-ci sont actuellement connues sous le nom de « Programme de Fès »<sup>1</sup>.

Progrès réalisés grâce au questionnaire

Il n'est pas nécessaire de citer à nouveau les termes du questionnaire. Il suffit de constater que ses thèmes principaux visent à la collecte d'informations sur : les groupes religieux et ethniques et les principaux acteurs intervenants dans leurs interrelations (communautaires, culturelles ou

---

<sup>1</sup> Les points du Programme de Fès sont inclus dans ce rapport (Annexe 1).

religieuses) ; le cadre juridique promouvant la tolérance, le pluralisme et le respect de la diversité, et les politiques adoptées pour gérer ces interrelations ; en outre, le questionnaire demande aux délégations nationales membres d'identifier les événements et les tendances relatives aux interrelations, et en particulier, d'indiquer les meilleures pratiques. Le questionnaire sollicite également que soient effectuées des évaluations autocritiques sous la forme d'une analyse SWOT, en indiquant, notamment, les points faibles et des propositions d'amélioration.

La grande majorité des pays membres de l'APM ont répondu au questionnaire et nous leur en sommes reconnaissants. Les réponses détaillées et substantielles à nos questions représentent une excellente base pour nos travaux futurs.

#### Suivi de la mise en œuvre du Programme de Fès

En ce qui concerne la mise en œuvre du Programme de Fès en vue de développer des actions concrètes et de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux, nous pouvons confirmer, comme vous le savez tous, le lancement de la « Journée de la Méditerranée » le 21 mars, journée consacrée à l'intégration, à l'unité et à la diversité. Le thème de cette année sera « Valeurs Partagées – Aspirations Partagées » et mettra en valeur la jeunesse méditerranéenne. J'invite ainsi tous les membres à partager avec nous toute initiative mise en place dans leur pays afin de célébrer cette Journée.

Conformément au point (x) du Programme de Fès, qui prévoit le lancement d'un prix régional destiné à promouvoir le dialogue interculturel, nous pouvons également féliciter l'APM pour avoir mis en place un système d'attribution destiné à primer les personnes, les organisations ou les institutions pour leur engagement et leur remarquable succès relativement à la promotion des idéaux méditerranéens. Ce système d'attribution comprend deux types de prix. Le Prix APM, décerné tous les ans, et le « Silver Bowl », décerné à des chercheurs éminents qui ont fait preuve d'un engagement à long terme envers les objectifs de l'APM. L'année dernière, la première personne à recevoir le prix APM fut le chef d'orchestre français, Philippe Bender, qui dirige l'Orchestre Régional de Provence –Alpes- Côte d'Azur.

En outre, selon les termes du point (ix) du Programme de Fès, une délégation se réunira à Rome avec les représentants des différents ordres religieux. Nous tenons à remercier la délégation italienne, le Saint-Siège et le Secrétariat pour avoir organisé notre audience avec le Saint-Père Benoît XVI, Cité du Vatican. Des discours seront prononcés par le Révérend Père Bernard Ardura, Secrétaire du Conseil Pontifical pour la Culture, Rome, un représentant de la Communauté hébraïque et un intervenant convié, M. Abdelhak Azzouzi, Professeur et Chercheur du Centre Marocain Interdisciplinaire des Etudes Stratégiques et Internationales.

De plus, dans le cadre des actions individuelles des États membres en vue de promouvoir les objectifs du Programme de Fès, j'ai le plaisir de vous communiquer les informations suivantes :

- Le Maroc a déjà décerné un prix à un étudiant pour la dissertation de sa thèse sur la Méditerranée. Le prix a été présenté par le Parlement du Maroc lors de la Journée Méditerranéenne, le 21 mars.
- la première Compétition Internationale destinée à découvrir "le Journaliste de la Méditerranée" a eu lieu cette année à Brai, Italie sous l'égide de l'APM et de la Présidence du Parlement européen, ainsi que des Ambassades de Grèce, Suède et Turquie.

- finalement, le Secrétaire Général, Dr. Piazzì, accueillit, le 9 mars 2009, une délégation d'étudiants de l'Université de Naples et présenta un discours sur le thème de la Diplomatie Parlementaire dans la Méditerranée.

### Développement de la collaboration avec les organismes régionaux et internationaux

Le Premier Rapport et la Première Résolution de ce Groupe d'Étude spécial recommandent également une collaboration étroite avec d'autres organismes régionaux et internationaux, tels que l'Union Parlementaire de l'Organisation de la Conférence islamique (PUIC), l'Union interparlementaire arabe, l'Union du Maghreb Arabe, la Ligue Arabe et le Conseil de l'Europe. Dans ce sens, la PUIC participe régulièrement aux réunions et est devenue membre observateur de l'APM. Il en est de même pour la Fondation Méditerranéenne. L'APM a également établi des liens très étroits avec le Conseil de l'Europe, notamment, avec son assemblée parlementaire, avec laquelle elle échange régulièrement des informations notamment sur la diversité interculturelle et interreligieuse. Un accord de collaboration (« Mémoire of Understanding ») est en passe d'être conclu avec la Ligue des Etats arabes.

### Une nouvelle approche de la diversité culturelle : le dialogue interculturel

Il importe ici de mentionner le récent **Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel du Conseil de l'Europe**, « Vivre ensemble dans l'égalité de dignité »<sup>2</sup>, qui fixe les normes de base relatives à une nouvelle approche afin de répondre à la diversité culturelle entre les États. Celui-ci traduit un éloignement significatif des approches multiculturelles traditionnelles, qui reconnaissent la coexistence de majorités et de minorités aux droits et responsabilités différenciés, en adoptant une nouvelle vision de la diversité culturelle fondée sur le « dialogue interculturel ». *Le dialogue interculturel* vise à créer une société ouverte exempte de toute discrimination. En conséquence, celui-ci désigne un processus d'échange de vues ouvert et respectueux entre des personnes et des groupes de différentes origines et traditions ethniques, culturelles, religieuses et linguistiques, dans un esprit de compréhension et de respect mutuels. Plus précisément, celui-ci repose sur des valeurs fondamentales partagées, le respect de notre patrimoine commun et de la diversité culturelle, et tout particulièrement, le respect de la dignité de chaque individu.

Ses auteurs étaient préoccupés par le fait que les approches traditionnelles de la gestion de la diversité culturelle n'étaient plus adaptées aux sociétés qui connaissent un niveau de diversité sans précédent et en constant développement dans un monde globalisé. En outre, il réfère que l'absence de dialogue constitue une menace grave et un obstacle à la cohabitation pacifique dans la mesure où « *L'absence de dialogue contribue largement à développer une image stéréotypée de l'autre, à établir un climat de méfiance mutuelle, de tension et d'anxiété, à prendre les minorités comme boucs émissaires et, plus généralement, à favoriser l'intolérance et la discrimination* ».

---

<sup>2</sup> Livre Blanc sur le Dialogue Interculturel, *Vivre ensemble dans l'égalité de dignité*, Comité des Ministres, 7 mai 2008, Conseil de l'Europe, CM(2008)30 final 2 mai 2008

Le Livre Blanc identifie donc cinq approches interrelationnées de dialogue interculturel: la **Gouvernance démocratique de la diversité culturelle** (qui recommande une culture politique qui valorise la diversité, le respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, assure l'égalité des chances et l'égale jouissance des droits); la **Citoyenneté démocratique et la participation** (qui implique la participation civique et politique au sein de la société ou des groupes minoritaires et la possibilité de naturalisation); **Apprendre et Enseigner les compétences interculturelles** (par le biais des autorités publiques, des professionnels de l'éducation et des médias); la **création d'espaces réservés au dialogue interculturel** (en multipliant les espaces publics pour le dialogue, y compris les espaces virtuels créés par les médias et les moyens électroniques de communication); le **dialogue interculturel dans les relations internationales** (en développant des partenariats et des synergies avec des organisations afin de promouvoir le dialogue culturel et religieux).

Le dialogue et la coopération sont également des éléments clés du réseau **Religions pour la Paix**, la plus grande coalition internationale de représentants des plus grandes religions du monde consacrée à la promotion de la paix. Dans son 20ème Rapport annuel, "la promotion du dialogue" est considérée comme un instrument fondamental pour la réconciliation et pour construire des relations de confiance dans les pays en difficulté. En tant qu'organisation pluraliste, elle vise au respect des différences religieuses tout en célébrant notre humanité commune. Il s'agit d'un acteur important dans le processus de paix au Moyen-Orient et dans la promotion du dialogue entre juifs et musulmans en Israël et en Palestine. L'année dernière, deux nouveaux organismes ont été créés: *Religions pour la Paix Moyen-Orient* /Conseil de l'Afrique du Nord et le Conseil interreligieux de la Palestine (*Religions pour la Paix Palestine*).

La promotion des interrelations interculturelles et interreligieuses par le biais du dialogue se trouve au centre des ambitions de ce Groupe d'Étude spécial et nous nous réjouissons de cette nouvelle approche, en soulignant le rôle du dialogue interculturel et interreligieux comme instrument clé pour atteindre une cohabitation pacifique dans des sociétés multiculturelles et comme instrument clé pour éliminer les barrières en vue de l'établissement d'une paix durable dans les zones de conflit.

#### Les défis de demain

- Échange d'informations/questionnaire. Actuellement, nous avons élaboré un plan d'action en 10 points, le "Programme de Fès" qui propose des domaines auxquels l'APM peut contribuer activement en vue de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux. Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'APM a déjà mis en place un grand nombre d'initiatives visant à promouvoir la croissance de la conscience interculturelle et interreligieuse qui furent grandement accueillies et soutenues aussi bien au niveau national comme régional, ainsi que par des acteurs internationaux. Toutefois, nous ne connaissons pas encore toutes les pratiques et politiques nationales de tous les États, ce qui rend difficile la promotion d'une vision partagée de la Méditerranée – il est urgent de rassembler nos connaissances, de savoir où résident nos forces et nos faiblesses afin que nous puissions améliorer nos actions futures. Le premier pas consiste donc à remplir le questionnaire dans les plus brefs délais.

- Diplomatie interparlementaire. La conscience mutuelle, la connaissance et la compréhension des cultures et religions des autres États constituent les fondements du renforcement des relations en Méditerranée. Il nous faut continuer nos actions en vue de contribuer au renforcement de la diplomatie interparlementaire entre nos pays.
- Education. Les initiatives en matière d'éducation doivent être un instrument d'action prioritaire pour l'APM en vue de promouvoir la diversité interculturelle et interreligieuse. Toute vision d'une Méditerranée pacifique, démocratique et ouverte doit garantir que les politiques éducationnelles promeuvent à tous les niveaux la tolérance envers la diversité, qu'elle soit culturelle, religieuse ou autre. Ces politiques peuvent s'initier à un âge précoce; la vie interculturelle d'un enfant débute sur les bancs de l'école, de ce fait l'éducation interculturelle devra commencer à la crèche/maternelle, et continuer en classe primaire, secondaire et à l'enseignement supérieur : le point de départ pour ces politiques repose sur le fait que nous avons besoin « d'apprendre à vivre ensemble ».
- Espaces culturels. L'éducation n'est pas seulement à l'école mais aussi à la maison et dans les associations (culturelles, religieuses ou sportives). Il est donc tout aussi important que l'éducation à la diversité culturelle et religieuse, qu'elle soit scolaire ou informelle, puisse s'exercer en tout lieu et s'étendre aux espaces d'apprentissage non-formels, tels que les associations de jeunesse, les organisations sportives, les centres culturels et religieux, les musées ou tout espace public où les personnes peuvent se réunir et échanger leurs points de vue.
- Promotion de la coopération entre l'APM et les acteurs internationaux/régionaux : le Groupe d'Étude spécial a lancé un processus de développement de synergies et de stratégies de coopération avec des acteurs internationaux et régionaux sur le thème du dialogue interculturel et interreligieux. Les travaux du Conseil de l'Europe ont été mentionnés. Il nous faut étendre nos travaux de recherche à d'autres organisations d'influence telles que l'Union européenne, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l'UNESCO. En particulier, nous devons assurer que nos travaux reflètent une vision paneuropéenne équilibrée et développer des liens spécifiques dans ce secteur en collaboration avec des organisations du Sud de la Méditerranée telles que l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALESCO), l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) et le Centre d'Etude de l'Histoire, de l'Art et de la Culture Islamique (IRCICA). Nous pourrions également impliquer d'autres organisations importantes pour nos travaux telles que la Fondation Euro-Méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures; l'"Alliance des Civilisations", initiative lancée par le Secrétaire-Général des Nations Unies et sponsorisée par les gouvernements d'Espagne et de Turquie.
- Finalement, nous proposons d'élaborer une sorte de *Lettre d'Engagement* qui sera signée par toutes les délégations de l'APM et où elles s'engagent à porter la question du dialogue interculturel et interreligieux devant leur parlement des jeunes (dans le cas où celui-ci existe) et à débattre ce thème devant les parlements nationaux, ainsi qu' à identifier les actions spécifiques mises en place par les gouvernements nationaux, la société civile, les ONG's en vue de contribuer au dialogue interculturel et religieux.

- Le dialogue interculturel et interreligieux requiert un cadre institutionnel et juridique spécifique afin de garantir le respect des droits de l'homme au niveau national. Nous pourrions élaborer une lettre appelant à l'établissement (si nécessaire) et au renforcement de ce cadre. Cette *Lettre d'Engagement* sera envoyée aux gouvernements nationaux et comprendra une série de recommandations concernant l'importance de la mise en place d'actions destinées à combattre la haine raciale ou religieuse, la discrimination et l'intolérance.